

**SECRETARIAT D'ÉTAT
AUX UNIVERSITÉS**

Direction des Affaires Générales
et Financières

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

Sous-direction D

BUREAU D4

Classement
M9-3

**INSTRUCTION N° 76-148-M9-3
du 4 novembre 1976**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

**NOMENCLATURE COMPTABLE ET COMPTABILITÉ PATRIMONIALE
DES UNIVERSITÉS
ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
À CARACTÈRE SCIENTIFIQUE ET CULTUREL**

ANALYSE

Nouvelle nomenclature comptable.

Principes d'une comptabilité patrimoniale applicables par les universités et établissements publics à caractère scientifique et culturel.

DOCUMENTS A ANNOTER

Instruction n° 25-077-D-4 du 17 mars 1971.

Instruction n° 74-86-D-4 du 12 juin 1974.

DIFFUSION
CS1
18

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

EPSC

TITRE PREMIER

NOMENCLATURE COMPTABLE

10. L'article 2 du décret n° 69-612 du 14 juin 1969 prévoit que le budget des établissements publics à caractère scientifique et culturel est établi d'après la nomenclature fixée conjointement par le secrétaire d'État aux universités, après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, et par le ministre de l'Économie et des Finances.

Une telle nomenclature figurait en annexe de l'instruction n° 25-077-D-4 du 17 mars 1971. Elle est remplacée à compter du 1^{er} janvier 1977 par celle qui fait l'objet de la présente instruction et qui a été soumise le 27 février 1976 pour avis au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

100. Comptes obligatoires, comptes facultatifs

Les comptes à utiliser sont répartis en deux colonnes :

- comptes obligatoires : à ouvrir par tous les établissements ;
- comptes facultatifs : à ouvrir par ceux des établissements qui en jugeront l'emploi nécessaire ; la plupart sont des comptes divisionnaires qui permettent de détailler ou d'isoler certaines catégories de recettes ou de dépenses dans les écritures comptables.

101. Classe 1

SUPPRESSION DU COMPTE N° 114 : « RÉSERVES DES SERVICES SPÉCIAUX ».

La procédure comptable définie dans l'instruction n° 74-86-M-93 du 12 juin 1974, qui s'applique aux produits sur conventions de recherche et autres ressources affectées, rend inutile le maintien de comptes de services spéciaux.

Ces dispositions entraînent également la disparition des comptes n°s 694 et 794.

INTRODUCTION DU COMPTE N° 15 : « PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES ».

Compte à utiliser notamment en cas de grosses réparations (compte n° 157).

102. Classe 2

INTRODUCTION DU COMPTE N° 20 : « FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ».

Peuvent être ouverts sous ce compte les deux sous-comptes 205 et 2058 qui, à défaut de provisions constituées au compte 157, permettent d'inscrire, puis d'amortir les charges supportées au titre de grosses réparations.

103. Classe 4

OUVERTURE DU COMPTE N° 4315.

Destiné à recevoir les subventions d'équipement.

COMPTES DIVISIONNAIRES DU COMPTE N° 48 : « COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF ».

Ces comptes permettent de décrire les opérations sur ressources affectées suivant les prescriptions de l'instruction du 12 juin 1974.

104. Classe 6

COMPTES 6111, 6112 ET 6113 : « COURS COMPLÉMENTAIRES ».

Comptes permettant de différencier, à l'intérieur du compte n° 611, les dépenses afférentes au paiement des heures d'enseignement complémentaire, en fonction du financement conformément aux critères définis par les circulaires n° 76-U-038 du 20 février 1976 et n° 143 DAGEFI 8 du 5 avril 1976 prises en application de la loi n° 75-573 du 4 juillet 1975.

COMPTES DIVISIONNAIRES DES COMPTES N°S 617 « CHARGES SOCIALES » ET 6207 « TAXES SUR LES SALAIRES ».

- 6171 « Charges sociales sur crédits de cours complémentaires »;
- 6172 « Charges sociales sur subvention de fonctionnement »;
- 6173 « Charges sociales sur autres ressources »,
et
- 62071 « Taxes sur crédits de cours complémentaires »;
- 62072 « Taxes sur subvention de fonctionnement »;
- 62073 « Taxes sur autres ressources ».

Comptes destinés à distinguer les charges sociales et les taxes fiscales afférentes aux cours et conférences imputés respectivement aux comptes 6111, 6112 et 6113.

CRÉATION DU COMPTE N° 633 : « PETITS TRAVAUX ET FOURNITURES D'ENSEIGNEMENT ».

Ce compte doit être utilisé au lieu et place du compte divisionnaire n° 63491 supprimé.

Cette modification entraîne la suppression du compte n° 63490.

INTRODUCTION DU COMPTE N° 685 : « PROVISIONS POUR CHARGES A RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES ».

Compte destiné à faire apparaître dans les charges d'exploitation les dotations de l'exercice aux comptes de provisions — peut être utilisé notamment pour constituer les provisions pour grosses réparations.

105. Classe 7

COMPTES N°S 7111 ET 7112 : « SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ».

Correspondent aux comptes de classe 6 ouverts en application de la circulaire n° 76-U-038 du 20 février 1976.

COMPTE N° 719 : « SUBVENTIONS DIVERSES ».

Inscrire à ce compte les subventions autres que celles qui figurent aux comptes n°s 711, 712 et 714.

COMPTES N° 785 : « TRAVAUX ET CHARGES NON IMPUTABLES A L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE ».

Imputer à ce compte les charges qui sont couvertes par des provisions constituées au cours d'exercices antérieurs (notamment pour de grosses réparations).

*
**

TITRE II

COMPTABILITÉ PATRIMONIALE

20. Détermination, évaluation et prise en charge du patrimoine

Conformément à l'article 42 de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, le décret n° 76-212 du 27 février 1976 a fixé les modalités selon lesquelles sont transférés aux universités et aux établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités, les biens, droits et obligations des anciens établissements.

Ces biens, droits et obligations constituent le patrimoine de chaque établissement dans les conditions définies ci-après.

Selon les principes du plan comptable général applicables à tous les établissements publics nationaux, les éléments patrimoniaux sont décrits dans les comptes de bilan ouverts dans les classes 1 à 5.

Ils comprennent :

- d'une part, des biens appartenant en propre à l'établissement;
- d'autre part, des biens mis à sa disposition par l'État.

Ces derniers doivent être inscrits à des rubriques spéciales suivant le principe des biens affectés.

L'ensemble des valeurs immobilisées sera comptabilisé selon le double critère :

- de la fonction du bien acquis et
- de sa durée d'utilisation,
qui conduit à établir une distinction entre :
 - les acquisitions d'immobilisations (dépenses en capital) et
 - les achats de matières consommables et de fournitures (charges de fonctionnement).

*
**

200. Biens, droits et obligations des anciens établissements transférés

a. BIENS IMMOBILIERS : constructions, terrains, gros équipement, matériel important.

Les prendre en charge aux comptes intéressés de la classe 2 du bilan de l'établissement attributaire pour leur valeur comptable nette au jour du transfert, c'est-à-dire pour le montant figurant au bilan de sortie de l'ancien établissement ou pour la valeur estimée, pour les biens comptabilisés antérieurement.

b. BIENS MOBILIERS DE FAIBLE VALEUR : fournitures, mobilier, petit matériel.

Les biens de cette nature, dont la valeur est inférieure à 5.000 F ne seront pas compris dans l'inventaire des valeurs d'actif devant faire l'objet de décisions de transfert prises dans le cadre des opérations de dévolution.

Bien entendu, cette disposition ne s'applique pas :

- 1° Aux biens dont la valeur vénale ne peut être appréciée en raison de leur caractère artistique, historique ou autres, tels que les collections, bibliothèques, œuvres et objets d'art, qui doivent faire l'objet d'un recensement complet;
- 2° Aux éléments du patrimoine ayant fait l'objet d'une administration provisoire dans le cadre des budgets des chancelleries qui doivent être transférés en totalité (cf. circulaire interministérielle n° 76-U-112 du 4 octobre 1976 du secrétariat d'Etat aux Universités et du ministère de l'Economie et des Finances).

c. TITRES ET VALEURS MOBILIÈRES.

Les comptabiliser pour la valeur comptable figurant aux bilans de sortie.

d. DONS ET LEGS.

Prise en charge pour la valeur comptable au jour du transfert.

e. COLLECTIONS, BIBLIOTHÈQUES, ŒUVRES ET OBJETS D'ART.

1. Valeurs évaluables figurant aux bilans des anciens établissements :

Prise en charge pour ce montant à la date du transfert.

2. Valeurs évaluables ne figurant pas aux bilans de sortie :

Les intégrer en comptabilité pour le montant résultant de l'évaluation.

3. Valeurs non évaluables :

Comptabiliser chacun de ces éléments d'actif pour une valeur d'intégration symbolique de 1 F.

f. OBLIGATIONS.

1. *Emprunts* :

Les dettes à long terme seront inscrites au compte n° 16, et les dettes à court terme au compte n° 50 pour le montant net du capital restant à rembourser à la date du transfert.

2. *Rentes viagères* :

Il convient de les comptabiliser pour le montant des rentes restant à servir aux bénéficiaires calculées à la date du transfert suivant les paramètres établis par la Caisse des dépôts et consignations.

201. Valeurs d'actif amortissables déjà comptabilisées au bilan des EPSC au 1^{er} janvier 1976 (avant la dévolution)

a. *Biens ayant déjà fait l'objet d'un amortissement annuel* :

La valeur résiduelle n'a pas à être modifiée sauf à continuer les amortissements.

b. *Biens n'ayant pas été amortis inscrits au bilan pour leur valeur initiale* :

Il conviendra d'utiliser systématiquement la pratique de l'amortissement, à compter de l'exercice 1976 et sans effet rétroactif, suivant la méthode la mieux appropriée compte tenu de la nature du bien et de la durée prévisible de son utilisation (cf. titre III).

202. Biens, droits et obligations ayant fait l'objet d'une administration provisoire dans le cadre des budgets annexes des chancelleries

L'ensemble des dispositions prévues ci-dessus (titre II) est applicable aux biens, droits et obligations apparaissant, à titre exceptionnel, dans la comptabilité annexe tenue par les chancelleries pour les opérations d'administration provisoire.

203. Fonds de dotation

Pour tous les transferts opérés en application du décret du 27 février 1976, la contrepartie des éléments d'actif ou la différence entre les éléments d'actif et du passif sera portée au compte n° 105 « Fonds de dotation ».

TITRE III

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

30. Amortissements et dépréciations des immobilisations

La plupart des biens immobilisés sont sujets à dépréciation (temps, usure, obsolescence), il est donc logique et nécessaire de constater en comptabilité cette diminution effective de valeur et de prévoir les moyens financiers qui permettront le renouvellement de ces biens.

Deux mécanismes correcteurs des évaluations initiales permettent de procéder à ces régularisations, ce sont :

- les amortissements;
- les dépréciations.

A. — PRATIQUE DE L'AMORTISSEMENT

300. Définition et justification de l'amortissement

L'amortissement est la constatation comptable de la perte subie sur la valeur d'actif des immobilisations qui se déprécient avec le temps ou qui sont soumises à l'usure.

Il constitue une charge interne qui a pour effet de dégager des disponibilités susceptibles d'être utilisées pour le financement du renouvellement de ces immobilisations.

Les éléments d'actif qui ne se déprécient pas n'ont pas à être amortis.

Le renouvellement des biens affectés (biens mis à la disposition de l'établissement et ne lui appartenant pas en propre) figurant au bilan, n'incombant pas, en principe, à l'établissement, il n'y a pas lieu de soumettre cette catégorie de biens à amortissement.

Toutefois, afin qu'apparaisse au bilan la valeur nette réelle de ces immobilisations, les dépréciations subies par les biens affectés devront être comptabilisées.

301. Champ d'application de l'amortissement

Les amortissements doivent s'appliquer à toutes les valeurs immobilisées qui se déprécient.

A l'exception des terrains (comptes n° 210) qui sont considérés comme ne perdant pas de valeur avec le temps, les immobilisations figurant aux comptes n°s 212 « Constructions », 214 « Matériel et outillage », 216 « Autres immobilisations corporelles » et 218 « Immobilisations incorporelles », doivent faire l'objet de dotations aux amortissements.

302. Méthodes de calcul des amortissements

Il existe plusieurs méthodes de calcul de l'amortissement.

Dans le cas des établissements publics à caractère scientifique et culturel, trois méthodes peuvent être retenues :

- l'amortissement constant ou linéaire;
- l'amortissement dégressif;
- l'amortissement exceptionnel.

3020. L'AMORTISSEMENT CONSTANT OU LINÉAIRE

C'est la méthode la plus simple et la plus utilisée. L'amortissement est calculé au prorata du temps prévisible d'utilisation avec un taux annuel invariable.

Cette méthode s'applique, en général, aux constructions et au matériel non spécialisé (comptes n°s 212 et 214).

Les taux d'amortissement (ou de dépréciation) sont fixés par le conseil de l'établissement.

Le tableau ci-dessous précise les durées limites d'utilisation auxquelles il convient de se référer pour le calcul des taux d'amortissement.

Durées d'utilisation des immobilisations

| NATURE DES IMMOBILISATIONS | LIMITES | |
|--|---------|---------|
| | Minimum | Maximum |
| Bâtiments en matériaux de bonne qualité..... | 50 ans | 100 ans |
| Constructions légères | 20 ans | 40 ans |
| Mobilier | 10 ans | 20 ans |
| Matériel de transport..... | 5 ans | 10 ans |
| Machines à écrire..... | 5 ans | 10 ans |
| Machines à calculer..... | 5 ans | 10 ans |
| Machines comptables (limites variables suivant utilisation). | | |

3021. L'AMORTISSEMENT DÉGRESSIF

Le système de l'amortissement dégressif consiste à appliquer un taux d'amortissement constant, la première année, à la valeur initiale du bien, puis à la valeur résiduelle comptable les années suivantes.

De cette manière, le montant de chaque annuité d'amortissement va en décroissant.

Le taux d'amortissement constant dont il est fait usage dans ce système est déterminé en multipliant le taux d'amortissement linéaire par un coefficient variable suivant la durée d'utilisation de l'immobilisation.

Ce coefficient est actuellement fixé à :

- 1,5 lorsque la durée normale d'utilisation est de trois ou quatre ans;
- 2 lorsque la durée normale d'utilisation est de cinq ou six ans;
- 2,5 lorsque la durée normale est supérieure à six ans.

3022. LES AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS

Les amortissements exceptionnels peuvent être envisagés pour certains matériels spécialisés qui se déprécient très rapidement, ou dont le financement est assuré par des tiers, en matière de recherche, par exemple.

3023. CAS PARTICULIERS

Biens donnés en location.

L'amortissement des biens donnés en location peut être pratiqué; dans ce cas, il doit être réparti sur la durée normale d'utilisation quelle que soit la durée de la location.

3024. OPTION ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES D'AMORTISSEMENTS

Le choix de la méthode de calcul des amortissements qu'il convient d'adopter en fonction des diverses catégories d'immobilisations appartient au conseil de l'établissement.

*
**

303. Mode de comptabilisation des amortissements

BIENS APPARTENANT EN PROPRE A L'ÉTABLISSEMENT.

La comptabilisation de l'amortissement se traduit par une charge.

Le compte de dotation aux amortissements est donc un compte de la classe 6.

Pour constater l'amortissement proprement dit, on utilise généralement un compte à 4 chiffres correspondant au compte d'immobilisation concerné auquel on ajoute le chiffre 8.

Les amortissements sont comptabilisés en fin d'exercice et donnent lieu à deux écritures successives :

- 1° Débit compte n° 681 : « Dotation aux amortissements »;
- Crédit compte n° 795-8 : « Amortissements et provisions »,
et

- 2° Débit compte n° 795-8 : « Amortissements et provisions »;

Crédit compte d'amortissement intéressé, exemple n° 212-8 : « Amortissement des bâtiments ».

Le compte n° 795-8 ouvert à la première section du budget est soldé par le compte de bilan à terminaison 8 correspondant lors du transport à la deuxième section de ces opérations en capital.

Les dotations aux amortissements doivent faire l'objet de prévisions budgétaires.

31. Dépréciations des biens non amortissables

LA DÉPRÉCIATION S'APPLIQUE ESSENTIELLEMENT AUX BIENS AFFECTÉS DONT LA CHARGE DU RENOUVELLEMENT N'INCOMBE PAS A L'ÉTABLISSEMENT.

Pour que l'exactitude du bilan soit respectée, il est nécessaire que les dépréciations subies par les biens non amortissables soient décrites dans la comptabilité de l'établissement.

Comme les amortissements, les dépréciations sont comptabilisées en fin d'exercice.

On utilise le compte des biens affectés (n° 18) auquel on ajoute le chiffre 9.

La dépréciation des bâtiments affectés non amortissables est comptabilisée de la manière suivante :

- débit compte n° 189 : « Dépréciation des biens affectés »;
- crédit compte d'immobilisation intéressé, *exemple* : compte n° 21-291 : « Dépréciation des bâtiments affectés ».

Les amortissements et les dépréciations sont inscrits à l'actif du bilan, en déduction de la valeur d'actif de chaque nature d'immobilisation.

Les amortissements sont également enregistrés sur des fiches d'immobilisation dont il appartient à l'agent comptable d'assurer la conservation.

*

**

32. Les provisions

320. Objet

La constitution de provisions permet d'étaler sur plusieurs exercices certaines charges prévisibles qui, par leur nature et leur importance, ne sauraient être supportées par le seul exercice au cours duquel elles se réaliseront. Tel est le cas, en particulier, des grosses réparations.

321. Mode de comptabilisation des provisions

La comptabilisation des provisions obéit sensiblement aux mêmes principes que celle des amortissements.

a. CONSTITUTION DE PROVISIONS. — La constitution de provisions se comptabilise en fin d'exercice et donne lieu aux écritures suivantes :

- débit compte n° 685 : « Dotation aux provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices »;
- crédit compte n° 795-8 : « Amortissements et provisions »;
- débit compte n° 795-8;
- crédit compte n° 157 : « Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (en cas de grosses réparations) ».

b. UTILISATION DES PROVISIONS.

Lors de l'utilisation, il y a lieu de passer les écritures suivantes, *pour le montant de l'utilisation* : si celle-ci est égale ou inférieure à la provision.

Pour le montant de l'utilisation :

- débit comptes nos 60 à 67 intéressés;
- crédit compte de la classe 5 (paiement des réparations).

Pour le montant de la provision :

- débit compte n° 695-8 : « Utilisation de provisions »;
- crédit compte n° 785 : « Travaux et charges non imputables à l'exercice »;
- débit compte n° 157 : « Provisions pour charges à répartir »;
- crédit compte n° 695-8 : « Utilisation de provisions ».

Le compte de provisions doit toujours être apuré au moment de l'utilisation.

Si la provision est supérieure à l'utilisation, il y a lieu de considérer le reliquat comme une recette exceptionnelle :

- débit compte n° 695-8;
- crédit compte n° 793.

Si la provision est inférieure, le compte n° 695-8 et le compte n° 157 se trouvent soldés par l'utilisation.

**

TITRE IV

MODIFICATION DU NIVEAU DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

Il a été constaté que l'exécution des budgets d'U.E.R. entraîne de nombreuses décisions budgétaires modificatives qui alourdissent la gestion en cours d'exercice.

Pour remédier à cet inconvénient, les crédits inscrits aux chapitres budgétaires des U.E.R. seront, désormais, évaluatifs, tandis que les crédits inscrits aux chapitres du budget de l'établissement seront limitatifs.

Bien entendu, le total du budget d'une U.E.R. conserve un caractère limitatif.

✽

Les difficultés d'application de la présente instruction, ainsi que les suggestions ou modifications qu'il paraîtra souhaitable d'apporter à la nomenclature comptable, devront être signalées à la direction de la Comptabilité publique (bureau D 4) du ministère de l'Économie et des Finances, et au secrétariat d'État aux Universités, direction des Affaires générales et financières.

Après une période d'expérimentation, le plan comptable particulier des établissements publics à caractère scientifique et culturel sera soumis pour avis au conseil national de la Comptabilité avant d'être approuvé par arrêté interministériel.

Pour le ministre délégué auprès du Premier ministre
et par délégation :

Le directeur de la Comptabilité publique,

Pour le directeur de la Comptabilité publique :

Le sous-directeur,

P. CHABAS.

Pour le secrétaire d'État aux Universités :

Le directeur des Affaires générales et financières,

Jean-Claude SALOMON.

ANNEXE

— 10 —

à l'Instruction n° 76-148 - M9-3

du 4 novembre 1976

NOMENCLATURE COMPTABLE
DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTÈRE SCIENTIFIQUE ET CULTUREL

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|---|
| Classe I | | | |
| COMPTES DES CAPITAUX PERMANENTS | | | |
| 10 | | CAPITAL. | |
| 105 | | Fonds de dotation. | |
| 1050 | | Dotation. | |
| 1052 | | Subventions de l'État ayant le caractère de complément de dotation. | |
| 106 | | Dons et legs en capital. | |
| 108 | | Subventions d'équipement (organismes autres que l'État) ayant le caractère de complément de dotation. | |
| 11 | | RÉSERVES. | |
| 115 | | Réserves facultatives. | |
| 116 | | Réserves immobilisées. | Excédent d'exploitation affecté à l'équipement. |
| 12 | | REPORT À NOUVEAU. | |
| 14 | | SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENTS REÇUES. | |
| 141 | | Subventions d'équipement reçues. | |
| 147 | | Subventions d'équipement inscrites à la section de fonctionnement. | |
| 15 | | PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES. | |
| 157 | | Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|---|------------------------|--|--------------|
| 16 | | EMPRUNTS À PLUS D'UN AN. | |
| 165 | | Emprunts sur contrats. | |
| 169 | | Avances de l'État et des collectivités publiques | |
| 18 | | VALEUR DES BIENS AFFECTÉS. | |
| 180 | | Valeur initiale. | |
| 189 | | Dépréciation des biens affectés. | |
| Classe 2 COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES | | | |
| | 20 | FRAIS D'ÉTABLISSEMENT. | |
| | 205 | Grosses réparations à amortir. | |
| | 2058 | Amortissements de grosses réparations. | |
| 21 | | IMMOBILISATIONS. | |
| 210 | | Terrains. | |
| 2101 | | Terrains affectés. | |
| 2103 | | Terrains acquis. | |
| 212 | | Constructions. | |
| 2121 | | Bâtiments affectés. | |
| 2123 | | Bâtiments acquis. | |
| 2128 | | Amortissements des bâtiments acquis. | |
| 2129 | | Dépréciation des constructions. | |
| 21291 | | Dépréciation des bâtiments affectés. | |
| 213 | | Collections. | |
| 21300 | | Bibliothèques acquises. | |
| 21307 | | Bibliothèques affectées. | |
| 21310 | | Collections scientifiques acquises. | |
| 21317 | | Collections scientifiques affectées. | |
| 21320 | | Collections artistiques acquises. | |
| 21327 | | Collections artistiques affectées. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|------------------|
| 214 | | Matériel et outillage. | |
| 2140 | | Matériel et outillage acquis. | |
| 2147 | | Matériel et outillage affectés. | |
| 2148 | | Amortissement du matériel et de l'outillage acquis. | |
| 2149 | | Dépréciation du matériel et de l'outillage affectés. | |
| 215 | | Matériel de transport. | |
| 2150 | | Matériel de transport acquis. | |
| 2157 | | Matériel de transport affecté. | |
| 2158 | | Amortissement du matériel de transport acquis. | |
| 2159 | | Dépréciation du matériel de transport affecté. | |
| 216 | | Autres immobilisations corporelles. | |
| 2160 | | Mobilier et matériel de bureau acquis. | Immobilisations. |
| 2162 | | Agencement, aménagement installations. | |
| 2167 | | Autres immobilisations corporelles affectées. | Enseignements. |
| 2168 | | Amortissement des autres immobilisations corporelles acquises. | |
| 2169 | | Dépréciation des autres immobilisations corporelles affectées. | |
| 23 | | IMMOBILISATIONS EN COURS. | |
| 232 | | Aménagement, réparations, gros entretien en cours. | |
| 236 | | Autres immobilisations corporelles. | |
| 238 | | Avances sur immobilisations en cours. | |
| 25 | | PRÊTS A PLUS D'UN AN. | |
| 26 | | TITRES DE PARTICIPATIONS ET VALEURS GRÉVÉES D'AFFECTATION SPÉCIALE. | |
| 260 | | Titres cotés. | |
| 262 | | Titres non cotés. | |
| 27 | | DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|--|---|
| Classe 3 | | | |
| STOCKS | | | |
| 30 | | DENRÉES ALIMENTAIRES. | |
| 31 | | MATIÈRES PREMIÈRES. | |
| 32 | | MATIÈRES CONSOMMABLES. | |
| 38 | | MOUVEMENTS DES STOCKS. | |
| Classe 4 | | | |
| COMPTES DE TIERS | | | |
| 40 | | FOURNISSEURS. | |
| 407 | | Retenues et oppositions sur travaux et fournitures. | |
| 41 | | DÉBITEURS ET FRAIS UNIVERSI- TAIRES. | |
| 410 | | Exercice courant. | |
| 418 | | Anticipations et avances reçues. | |
| 42 | | PERSONNEL RÉTRIBUÉ SUR LE BUDGET DE L'UNIVERSITÉ. | |
| 420 | | Avances au personnel. | |
| 425 | | Rémunérations dues au personnel. | |
| 426 | | Restes à payer sur états d'émerge- ments. | |
| 427 | | Oppositions sur traitements et salai- res. | |
| 429 | | Débets des comptables. | |
| 43 | | ÉTAT, COLLECTIVITÉS PUBLIQUES. | |
| 431 | | Subventions de l'État et des collecti- vités publiques. | |
| | 4315 | Subventions d'équipement en attente d'emploi. | Ces fonds ne doivent pas être utilisés pour couvrir des dépenses de fonc- tionnement. |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|---------------------------------|
| 436 | 4361 43611 4362 | Impôts, taxes et recettes diverses à transférer. Impôts et taxes. Taxes sur les salaires. Contributions et retenues pour pensions civiles. | |
| 438 | | Opérations particulières avec l'État. | |
| 45 | | SERVICES A COMPTABILITÉ DISTINCTE. | A subdiviser selon les besoins. |
| 46 | | DÉBITEURS ET CRÉDITEURS DIVERS. | |
| 460 | | Obligataires et prêteurs. | |
| 462 | | Cautionnements et dépôts reçus. | |
| 463 | | Sécurité sociale. | |
| | 4630 | Cotisations sécurité sociale des personnels de l'établissement. | |
| | 4631 | Cotisations sécurité sociale des étudiants. | |
| 464 | | Divers organismes sociaux. | |
| | 4640 | I.R.C.A.N.T.E.C. | |
| | 4641 | P.R.E.F.O.N. | |
| | 4642 | M.G.E.N. | |
| | 4643 | Autres mutuelles. | |
| 465 | | Cotisations mutualistes des étudiants. | |
| | 4651 | M.N.E.F. | |
| | 4652 | Autres mutuelles. | |
| 467 | | Créanciers divers. | |
| | 4670 | Créanciers divers (ex. courant). | |
| | 4671 | Créanciers divers (ex. antérieur). | |
| | 4672 | Virements réimputés. | |
| | 4673 | Excédents de versement à rembourser. | |
| 468 | | Débiteurs divers. | |
| | 4680 | Ordres de recettes à recouvrer (ex. courant). | |
| | 4681 | Ordres de recettes à recouvrer (ex. antérieur). | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|--------------------------------------|
| 47 | | COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF. | |
| 470 | | Charges à payer. | |
| 475 | | Ressources affectées à employer. | |
| | 4750 | Contrats de recherche. | A subdiviser par contrat. |
| | 4751 | Recherche subventionnée par l'État. | |
| | 4752 | Recherche nucléaire. | |
| | 4755 (1) | Formation professionnelle conti- nue. | |
| | 4756 (1) | Premières formations technolo- giques et professionnelles. | |
| | 4758 | Dons et legs grevés d'affectation. | A subdiviser selon les besoins. |
| | 4759 | Autres ressources affectées. | |
| | 476 | Taxe d'apprentissage à employer. | |
| 477 | | Recettes à imputer aux gestions sui- vantes. | |
| 48 | | COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIFS. | |
| 485 | | Produits à recevoir sur conventions et autres produits affectés. | En produits affectés à recevoir. |
| | 4850 | Contrats de recherche. | |
| | 4851 | Recherche subventionnée par l'État. | |
| | 4852 | Recherche nucléaire. | |
| | 4855 (1) | Formation professionnelle conti- nue. | |
| | 4856 (1) | Premières formations technolo- giques et professionnelles. | |
| | 4859 | Autres ressources affectées. | |
| 49 | | COMPTES D'ATTENTE ET A RÉGU- LARISER. | |
| 490 | | Recettes à classer. | |
| | 4905 | Recettes des régisseurs à vérifier. | |
| | 4909 | Autres recettes à classer. | |
| 491 | | Recettes à transférer. | A subdiviser suivant les besoins. |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|---|----------------------|---|--|
| 495 | 4950 4953 4955 | Dépenses à classer ou à régulariser. Dépenses payées avant ordonnancement. Dépenses des régisseurs à vérifier. Dépenses à régulariser. | |
| 496 | | Dépenses à transférer. | |
| Classe 5 | | | |
| COMPTES FINANCIERS | | | |
| 50 | | EMPRUNTS A MOINS D'UN AN. | |
| 51 | | PRÊTS A MOINS D'UN AN. | |
| 52 | | EFFETS A PAYER. | |
| 522 | 5221 5222 | Chèques à payer. Chèques postaux à payer. Chèques bancaires à payer. | |
| 523 | 5230 5231 | Ordres de paiement. Exercice courant. Exercices antérieurs. | Peut être subdivisé par année d'origine. |
| 53 | | EFFETS A RECEVOIR. | |
| 530 | | Effets à recevoir. | |
| 54 | | CHÈQUES A ENCAISSER. | |
| 540 | 5401 5402 | Chèques à régulariser. Chèques postaux à encaisser. Chèques bancaires à encaisser. | |
| 55 | 550 555 | TITRES DE PLACEMENT. Titres de rentes sur l'État et valeurs assimilées. Bons du Trésor. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|--|--------------|
| 56 | | COMPTES COURANTS. | |
| 560 | 5600 | Banque de France. | |
| | 5601 | Compte à vue. | |
| | | Comptes à terme. | |
| 562 | | Autres banques en France. | |
| | 5620 | Compte à vue. | |
| | 5621 | Comptes à terme. | |
| 565 | | Chèques postaux. | |
| 566 | | Compte courant à services, à comptabilité distincte. | |
| 567 | 5670 | Autres établissements. | |
| | | Caisse des dépôts et consignations. | |
| | 56700 | Placements à vue. | |
| | 56701 | Placements à terme. | |
| 568 | | Trésor. | |
| 57 | | CAISSE. | |
| 570 | | Caisse. | |
| 572 | | Bons U.N.E.S.C.O. | |
| 58 | | COMPTABLES SECONDAIRES, RÉGISTREURS. | |
| 583 | | Régies de dépenses. | |
| 584 | | Avances pour menues dépenses. | |
| 585 | | Régies de recettes. | |
| 587 | | Avances aux domaines et à l'U.G.A.P. | |
| 588 | | Avances pour achats de rentes. | |
| 59 | | VIREMENTS INTERNES. | |
| 590 | | Virements internes de comptes. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|--|---|
| Classe 6 COMPTES DE CHARGE PAR NATURE | | | |
| 60 | | ACHATS. | Suivis en stocks. |
| 600 | | Achats de denrées alimentaires. | |
| 601 | | Achats de matières premières. | |
| 602 | | Achats de matières consommables. | Lorsque l'établissement a des stocks, fuel, charbon, etc. |
| | 6024 | Combustibles. | |
| | 6028 | Fournitures de bureau. | |
| 61 | | FRAIS DE PERSONNEL. | |
| 610 | | Salaire du personnel à la charge de l'établissement. | |
| | 6100 | Émoluments. | |
| | 6103 | Heures supplémentaires. | |
| 611 | | Conférences et cours spéciaux. | |
| 6111 | | Cours complémentaires sur crédits de vacances et d'heures complémentaires d'enseignement. | |
| 6112 | | Cours complémentaires, conférences et cours spéciaux sur crédits de fonctionnements matériel et pédagogique. | |
| 6113 | | Autres cours et conférences. | |
| 613 | | Indemnités représentatives de frais. | |
| | 6135 | Primes de transport. | |
| 615 | | Rémunérations et indemnités diverses. | |
| | 6150 | Vacations. | |
| | 6152 | Indemnités de responsabilité. | |
| | 6159 | Indemnités diverses. | |
| 617 | | Charges sociales. | |
| 6171 | | Charges sociales sur crédits de cours complémentaires. | |
| 6172 | | Charges sociales sur subvention de fonctionnement. | |
| 6173 | | Charges sociales sur autres ressources. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|---|
| 62 | | IMPÔTS ET TAXES. | |
| 620 | | Impôts et taxes. | |
| 6207 | | Taxes sur les salaires. | |
| 62071 | | Taxes sur les crédits de cours complémentaires. | |
| 62072 | | Taxes sur subvention de fonctionnement. | |
| 62073 | | Taxes sur autres ressources. | |
| | 6208 | Transport et aide au logement. | |
| | 62080 | Taxes versements sur trans- ports. | |
| | 62081 | Versement au Fonds nation- al de l'aide au logement. | |
| | 6209 | Autres taxes. | |
| 63 | | TRAVAUX FOURNITURES ET SER- VICES EXTÉRIEURS. | |
| 630 | | Loyers et charges locatives. | |
| | 6300 | Terrains. | |
| | 6302 | Constructions. | |
| | 6304 | Matériel et outillage. | |
| | 6305 | Matériel informatique. | |
| | 63050 | Location. | |
| | 63055 | Leasing. | |
| | 6306 | Matériel de bureau. | |
| 631 | | Entretien et réparations. | |
| | 6310 | Espaces verts. | |
| | 6311 | Nettoyage des locaux (contrats). | |
| | 6312 | Constructions. | |
| | 6313 | Installations électromécaniques. | |
| | 6314 | Matériel et outillage. | |
| | 6315 | Matériel informatique. | |
| | 6316 | Mobilier et matériel de bureau. | |
| 632 | | Travaux exécutés par l'extérieur. | A subdiviser selon les besoins. |
| 633 | | Petits travaux et fournitures d'ensei- gnement. | Compte à ouvrir en remplacement du compte n° 63491. A utiliser pour tra- vaux pratiques di- rigés. |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|---|---|------------------------|
| 634 | 6340 63400 63401 63402 63403 63409 6341 6342 6343 6344 6345 6346 6347 6349 | Fournitures. Énergie. Électricité. Gaz. Fuel. Charbon. Autres sources d'énergie. Mobilier, matériel de bureau et petit outillage. Imprimés et fournitures de bu- reau. Documentation générale. Frais de P.T.T. Linge, vêtements de travail, produits d'entretien. Carburants et lubrifiants. Eau. Autres fournitures diverses. | |
| 635 | | Redevances. | |
| 636 | | Études, recherches et documentation technique. | |
| 637 | 6370 6371 | Honoraires et conférenciers étran- gers. Honoraires. Conférenciers étrangers. | |
| 638 | | Primes d'assurances. | |
| 639 | | Autres services extérieurs. | |
| 64 | | TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS. | |
| 640 | | Transports du personnel. | Frais payés aux tiers. |
| 641 | | Frais de mission du personnel. | |
| 646 | | Déplacements pédagogiques. | |
| 648 | | Transports de matériel. | |
| 65 | | EMPLOI DES RESSOURCES AFEC- TÉES. | |
| 650 | | Contrats de recherche. | |
| 6501 | | Frais de personnel. | |
| 6503 | | Travaux, fournitures et services extérieurs. | |
| 6504 | | Transports et déplacements. | |
| 6505 | | Travaux et matériels d'équipe- ment. | |
| 6506 | | Frais divers de gestion. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|--|
| 651 | | Recherche subventionnée par l'État. | |
| 6511 | | Frais de personnel. | |
| 6513 | | Travaux, fournitures et services extérieurs. | |
| 6514 | | Transports et déplacements. | |
| 6515 | | Travaux et matériels d'équipement. | |
| 6516 | | Frais divers de gestion. | |
| 652 | | Recherche nucléaire. | A subdiviser dans les mêmes conditions que les comptes nos 650 et 651. |
| 655 (1) | | Formation professionnelle continue. | |
| 656 (1) | | Premières formations technologiques et professionnelles. | |
| 658 | | Dons et legs grevés d'affectation. | <i>Idem.</i> |
| 659 | | Autres ressources affectées. | <i>Idem.</i> |
| 66 | | FRAIS DIVERS DE GESTION. | |
| 660 | | Publicité. | |
| 661 | | Frais de réception. | |
| 665 | | Frais de contentieux et de poursuite. | |
| 668 | | Cotisations et subventions accordées. | |
| | 6680 | Cotisations. | |
| | 6681 | Subventions. | |
| 669 | | Autres frais de gestion. | |
| 67 | | FRAIS FINANCIERS. | |
| 670 | | Intérêts et charges des emprunts. | |
| 674 | | Frais de banque et de chèques postaux. | |
| 676 | | Commissions sur bons U.N.E.S.C.O. | |
| 68 | | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DE L'EXERCICE. | |
| 681 | | Amortissements (dotations aux). | |
| | 6811 | Amortissements des immobilisations. | |
| | 68112 | Constructions. | |
| | 68114 | Matériel et outillage. | |
| | 68115 | Matériel de transport. | |
| | 68116 | Autres immobilisations corporelles. | |
| 685 | | Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|--|----------------------------------|
| 69 | | AUTRES DÉPENSES BUDGÉTAIRES. | |
| 690 | | Diminutions de stocks. | |
| 692 | | Crédits à répartir. | |
| 693 | | Dépenses exceptionnelles. | |
| 695 | | Dépenses en capital. | |
| 6952 | | Immobilisations. | A subdiviser comme au budget. |
| 6953 | | Augmentation de stocks. | |
| 6954 | | Subventions d'équipement ins- crites à la section de fonction- nement. | |
| 6956 | | Remboursement d'emprunts. | |
| 6957 | | Achats de valeurs. | |
| 6958 | | Utilisations de provisions. | |
| 6959 | | Autres dépenses en capital. | |
| Classe 7 COMPTES DE PRODUITS PAR NATURE | | | |
| 70 | | DROITS UNIVERSITAIRES. | |
| | 700 | Droits d'inscription des étudiants. | |
| | 701 | Droits d'inscription des auditeurs. | |
| 71 | | SUBVENTIONS. | |
| 711 | | Secrétariat d'État aux universités. | |
| 7111 | | Crédits de vacances et d'heures complémentaires d'enseigne- ment. | |
| 7112 | | Crédits de fonctionnement maté- riel et pédagogique. | |
| 712 | | Autres départements ministériels. | |
| 714 | | Collectivités publiques. | |
| 715 | | Taxe d'apprentissage. | |
| 716 | | Fonds de concours. | |
| 717 | | Dons et legs sans affectation. | |
| 719 | | Subventions diverses. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|--|
| 75 | | RESSOURCES AFFECTÉES. | |
| 750 | 7501 | Contrats de recherche. | |
| | | Ressources affectées au fonction- nement. | |
| | 7505 | Ressources affectées à l'équi- pement. | |
| | | | |
| 751 | | Recherche subventionnée par l'État. | |
| | 7511 | Ressources affectées au fonction- nement. | |
| | 7515 | Ressources affectées à l'équi- pement. | |
| | | | |
| 752 | | Recherche nucléaire. | Comptes à subdiviser dans les mêmes conditions que les comptes n ^{os} 750 et 751. |
| | | | |
| | | | |
| 755 (1) | | Formation professionnelle continue. | |
| 756 (1) | | Premières formations technologiques et professionnelles. | |
| | | | |
| 758 | | Dons et legs grevés d'affectation. | |
| 759 | | Autres ressources affectées. | |
| | | | |
| | | | |
| 76 | | PRODUITS ACCESSOIRES. | |
| 763 | | Revenus des immeubles. | |
| 764 | | Ventes de publication. | |
| 765 | | Locations diverses. | |
| 766 | | Prestations de services. | |
| | 7660 | Remboursement de prestations en nature. | |
| | 7661 | Rétribution d'opérations faites pour le compte de tiers. | |
| | | | |
| 767 | | Ventes de produits récoltés ou fabri- qués. | |
| 769 | | Autres produits accessoires. | |
| | | | |
| 77 | | PRODUITS FINANCIERS. | |
| 771 | | Revenus des titres de participation et de placement. | |
| 773 | | Intérêts des fonds placés en comptes courants. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|--|------------------------|---|--------------|
| 78 | | TRAVAUX FAITS PAR L'ÉTABLISSEMENT POUR LUI-MÊME ET CHARGES NON IMPUTABLES A L'EXERCICE. | |
| 780 | | Production d'immobilisation par l'établissement pour lui-même. | |
| 785 | 7850 | Travaux et charges non imputables à l'exploitation de l'exercice. | |
| | | Charges couvertes par des provisions. | |
| 79 | | AUTRES RECETTES BUDGÉTAIRES. | |
| 790 | | Augmentation de stocks. | |
| 793 | | Recettes exceptionnelles. | |
| 795 | | Recettes en capital. | |
| | 79500 | Dotation. | |
| | 79502 | Subvention de l'État ayant le caractère de complément de dotation. | |
| 7952 | | Aliénations d'immobilisations. | |
| 7953 | | Diminutions des stocks. | |
| 7954 | | Subvention d'équipement reçue. | |
| | 79541 | Subvention de premier équipement. | |
| | 79542 | Subvention pour renouvellement de matériel. | |
| 7955 | | Remboursement de prêts et avances. | |
| 7956 | | Emprunts. | |
| 7957 | | Aliénations de valeurs. | |
| 7958 | | Amortissements et provisions. | |
| 7959 | | Autres recettes en capital. | |
| Classe 8 | | | |
| COMPTES DE RÉSULTATS | | | |
| 87 | | RÉSULTAT DE L'EXERCICE. | |
| 870 | | Charges et produits de l'exercice. | |
| 872 | | Charges et produits des exercices antérieurs. | |
| 874 | | Dépenses et recettes exceptionnelles. | |

| COMPTES obligatoires (en tant que de besoin) | COMPTES facultatifs | INTITULÉS DES COMPTES | OBSERVATIONS |
|---|------------------------|---|--------------|
| 88 | | RÉSULTATS EN INSTANCE D'AFFEC- TATION. | |
| | 89 | BILAN. | |
| | 891 | Bilan d'ouverture. | |
| | 890 | Bilan de clôture. | |
| Classe 9 COMPTES FONCTIONNELS | | | |
| (ouverts seulement dans la comptabilité des universités et autres établissements publics à caractère scienti- fique et culturel, à l'exclusion des U.E.R. érigées en établisse- ments publics à carac- tère scientifique et culturel et groupées dans les universités) | | | |
| | 9006 | Services communs (charges). | |
| | 9007 | Services communs (produits). | |
| | 9016 | Unité d'enseignement et de re- cherche A (charges). | |
| | 9017 | Unité d'enseignement et de re- cherche A (produits). | |
| Classe 0 COMPTES SPÉCIAUX | | | |
| 07 | | TITRES ET VALEURS EN PORTE- FEUILLE (désignation de la nature des titres et valeurs). | |
| 08 | | TITRES ET VALEURS CHEZ LES CORRESPONDANTS (désignation des correspondants). | |
| 09 | | TIERS CRÉANCIERS (désignation des tiers créanciers). | |

(1) Comptes à ouvrir lorsqu'il n'existe pas de budget spécial « Formation continue ».

SECRETARIAT D'ETAT AUX UNIVERSITES
Direction des Affaires Générales
et Financières

Classement
M 9-3

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction de la Comptabilité Publique

Sous-Direction D.
Bureau D.4

NOMENCLATURE COMPTABLE ET COMPTABILITE PATRIMONIALE
DES UNIVERSITES ET AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS
A CARACTERE SCIENTIFIQUE ET CULTUREL

R E C T I F I C A T I F

A L'INSTRUCTION N° 76-148- M 9-3 DU 4 NOVEMBRE 1976

Page 7 - 303 - Mode de comptabilisation des amortissements
4ème paragraphe

Au lieu de : "on utilise généralement un compte à 4 chiffres"
lire : "on utilise généralement un compte à 3 chiffres".

Page 25 - ANNEXE

Comptes facultatifs
4ème et 5ème lignes .

Au lieu de : "891 - Bilan d'ouverture"
"890 - Bilan de clôture"

lire : "890 - Bilan d'ouverture"
"891 - Bilan de clôture" .

Pour LE SECRETAIRE D'ETAT
AUX UNIVERSITES
LE DIRECTEUR DES AFFAIRES
GENERALES ET FINANCIERES

Jean-Claude SALOMON

Pour le MINISTRE délégué
auprès du PREMIER MINISTRE
et par délégation:
LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE
Pour le DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Le Sous-Directeur,
P. CHABAS

Destinataires pour application :

Diffusion
CS 1

E.P.S.C.